

61% des Français opposés au droit de vote des étrangers



Selon un sondage exclusif Ifop pour Atlantico, la proportion des Français favorables au droit de vote des étrangers est en net recul.

Avec Atlantico.fr

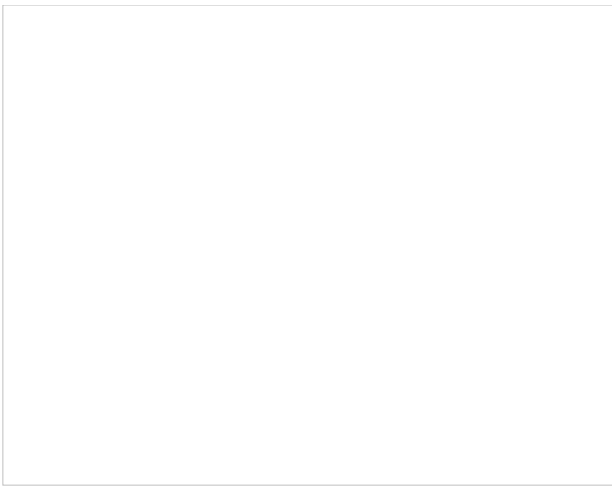
Atlantico : Seulement 39% des Français se déclarent favorables au droit de vote aux élections locales pour les étrangers non européens résidant depuis plus de 5 ans en France. En décembre 2011, ils étaient 55%. Comment expliquer ce net recul ?

Jérôme Fourquet : Cette question est éminemment sensible. L'évolution très forte sur ce sujet démontre que l'opinion publique peut fortement varier en fonction du contexte.

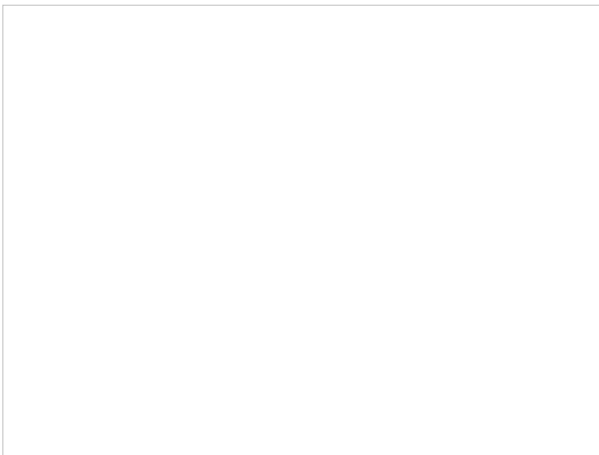
La mesure précédente dont nous disposons date de décembre 2011, début de la campagne présidentielle. Le candidat Hollande réaffirmait alors son intention de faire appliquer cette vieille promesse de la gauche qui date des 110 propositions de François Mitterrand en 1981. Une courte majorité (55%) se disait favorable à l'époque. Mais nous n'étions pas encore au cœur de la campagne électorale, les positions de part et d'autre n'étaient pas encore réellement formées. Pendant la campagne électorale, et notamment durant l'entre-deux tours, Nicolas Sarkozy a martelé la gauche sur ce thème. C'est un des éléments qui explique la remontée de Nicolas Sarkozy dans les sondages à ce moment-là. Cela a clairement augmenté les reports de voix du Front national. En période de tensions, quand cela devient en enjeu important de la campagne, les positions se durcissent clairement. Le chiffre tombe de 55% à 39%.

Autre élément de contexte qui change : qu'on le veuille ou non cette question est liée, dans l'esprit de beaucoup de français, à la question de l'intégration. Qui dit intégration dit forcément intégration de la population issue de l'immigration maghrébine. Des connections se créent alors pour le meilleur et pour le pire, la présence et la place de l'Islam dans la société française est ainsi présente dans le débat. Or sur ce sujet-là, depuis décembre 2011, il s'est passé un certain nombre d'évènements marquants : l'affaire Merah à Toulouse pendant la campagne présidentielle a soulevé par exemple des questions sur la qualité de l'intégration en France. Plus récemment, et on peut alors s'interroger sur le calendrier choisi par les 75 députés socialistes, les manifestations autour de l'ambassade américaine à Paris ont ravivé ce débat. Ce n'est clairement pas le meilleur moment pour mettre sur la table ce sujet. Les connections sont très fortes en « droit de vote des étrangers », intégration et communauté musulmane.

Troisième élément qu'on peut invoquer pour expliquer ce durcissement très net de l'opinion : en période de crise économique aiguë, notre propension à l'ouverture et à une certaine forme de générosité est beaucoup plus faible.



Cliquer sur le graphique pour agrandir

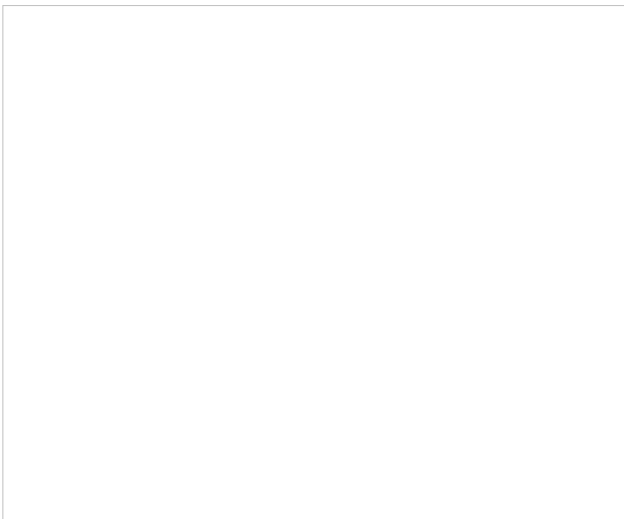


Cliquer sur le graphique pour agrandir

Qu'en est-il au sein des grandes familles politiques françaises ?

Les sympathisants de gauche étaient 76 % à être favorables au droit de vote des étrangers, ils ne sont plus que 72%. Il reste en grande majorité pour la mesure, cette baisse très minime n'est pas significative.

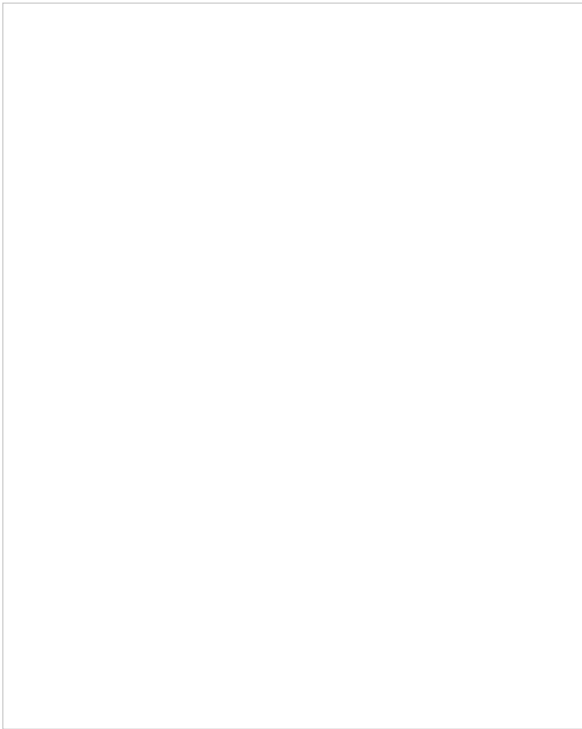
En revanche, le raidissement est très net à droite. Les électors de droite et d'extrême droite qui étaient déjà largement défavorables le sont encore davantage. Les sympathisants UMP passent de 37% de favorables à 11% tandis que ceux du FN étaient 20% pour en décembre 2011 et ne sont plus qu'aujourd'hui 8% dans ce cas-là. La connexion entre le droit de vote des étrangers et la place de l'islam en France est logiquement la cause de ce durcissement.



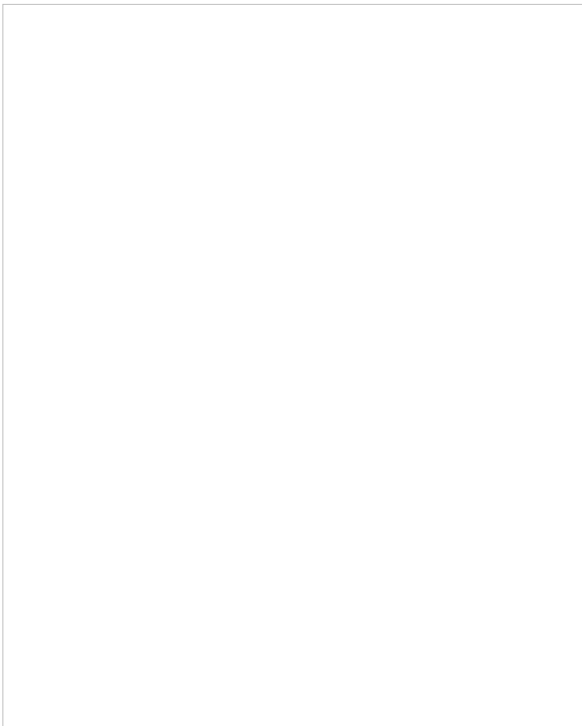
Cliquer sur le graphique pour agrandir

Les ouvriers sont 72% à être opposés au droit de vote des étrangers. Comment analysez-vous ce chiffre ?

Il existe un clivage sociologique assez important sur la question. 52% des cadres sont favorables à l'adoption de la mesure alors que seulement 28% des ouvriers le sont. Une partie de la gauche s'interroge aujourd'hui sur le timing de cette réforme. En termes d'agenda, est-ce vraiment une priorité ? L'électorat populaire réclame avant tout une mobilisation sur le front du chômage et du pouvoir d'achat.



Cliquer sur le graphique pour agrandir



Cliquer sur le graphique pour agrandir

Méthodologie : Enquête réalisée par l'Ifop du 18 au 19 septembre auprès d'un échantillon de 1 174 personnes représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus. Questionnaire réalisé par téléphone. Méthode des quotas : sexe, âge, profession de la personne interrogée, catégorie d'agglomération et région.